

Délibération n° 2019-02-12/18

Objet : Convention d'autorisation d'implantation d'équipements de vidéosurveillance sur les équipements métropolitains d'éclairage public - Autorisation de signature

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MARDI 12 FÉVRIER 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le douze février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 6 février 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : B. Conte Arranz

Présents : J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – G. Riguidel - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain – A. Estève - C. Prost - S. Waselynck – B. Cosme - I. Gianiel

Absents ayant voté par procuration : F. Bertouy excusée, pouvoir à J.M Malek - X. Mirault excusé, pouvoir à M. Pellet - C. Moreteau excusée, pouvoir à J.P Rico - B. Rodriguez excusée, pouvoir à C. Pistre - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – A. Jamet excusé, pour à S. Waselynck

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Le décret n° 2014-1605 en date du 23 décembre 2014, portant création de la Métropole à partir du 1er janvier 2015 a notamment acté le transfert de la compétence Voirie des 31 Communes membres, dont Pérols, à la Métropole.

Dans le cadre de ce décret, l'éclairage public affecté aux voies transférées (génie civil, armoires de commandes, comptages, candélabres, câblages, ...) est géré par la Métropole, alors que les caméras de vidéosurveillance affectées à la surveillance du domaine public communal demeurent de la compétence communale.

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la commune est autorisée à implanter des installations de vidéosurveillance sur les voies et accessoires (équipements d'éclairage public) transférés à la Métropole.

L'autorisation d'implantation est délivrée gratuitement, le coût de la consommation d'énergie électrique générée par ces équipements est supporté par la Métropole.

La commune prend intégralement en charge les frais de pose, dépose et maintenance des équipements de vidéosurveillance.

La convention débutera à compter de sa signature pour une durée de 3 ans renouvelable 1 fois par tacite reconduction.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le projet de convention d'autorisation d'implantation d'équipements de vidéosurveillance sur les équipements métropolitains d'éclairage public tel que joint à la présente délibération ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer la convention avec la Métropole, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 25 voix (4 abstentions : A. Estève – C. Germain – C. Prost – I. Gianiel).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 12 février 2019

Le Maire

Jean-Pierre RICO

